



Le baromètre économique des services en France

Mars 2012

Sommaire

Editorial	p. 2
L'indicateur avancé de l'emploi dans les services	p. 3
Le chiffre d'affaires des services	p. 4
La valeur ajoutée dans les services	p. 5
Enquêtes sur les perspectives d'activité dans les services	p. 6
Les échanges extérieurs de services	p. 7
Les créations d'entreprises de services	p. 8



Gilles PÉLISSON
Président du GPS

Porter pour la France l'esprit des services

Le rapprochement des échéances électorales conduit au ralentissement de la vie économique : la prudence est de mise au sein de la sphère publique et l'attentisme s'installe chez les entrepreneurs comme chez les consommateurs. L'économie française n'avait pas besoin de cette pause. En effet, l'horizon 2012 est morose. Selon la Commission Européenne, la zone euro va connaître une stagnation économique, avec un léger repli de 0,1% de son Produit intérieur brut, et, en France, le Gouvernement situe à 0,7% la croissance du PIB avec un taux de chômage en augmentation qui atteindrait 9,7% d'ici mi-2012 selon l'Insee.

Il faut noter que le nombre des emplois créés par les entreprises de services en 2011 déçoit au regard des + 2,3% de croissance de la valeur ajoutée affichés par le secteur durant cette même année. L'analyse montre un découplage entre les indicateurs de valeur ajoutée et ceux de l'emploi. La France connaîtrait-elle à son tour une "croissance sans emploi" observée aux Etats Unis depuis 2007 environ ou, malgré 9 trimestres consécutifs de croissance, le taux de chômage n'a baissé que d'un point, pour redescendre à 9% ?

Ce phénomène s'alimente de délocalisations d'une partie de la chaîne de valeur, de non-localisation d'activités nouvelles en France, du moins disant "low cost" qui comprime les marges - donc la capacité d'investissement et l'avenir - et les effectifs. L'emploi salarié stagne dans les services, même s'il compense en partie les destructions d'emplois des autres secteurs de l'économie. Le secteur accroît bien son activité, mais sans corrélation avec le solde net des emplois salariés...

Il faut tout faire aujourd'hui pour enrayer ce mécanisme. C'est en effet dans les services que se trouvent les emplois d'aujourd'hui et surtout, de demain. Ce secteur est un moteur et une chance pour l'économie française. Il représente 47% du PIB et emploie 8,6 millions de personnes, ce qui en fait le premier employeur de France. C'est un secteur où l'ascenseur social fonctionne et qui participe au rayonnement de la France à l'international. Il est indispensable de lui offrir un environnement économique, juridique et réglementaire favorable. C'est le sens du Manifeste, "2012 pour les services, 3 enjeux et 10 propositions" dans lequel le GPS propose, dans le cadre de la campagne présidentielle, un certain nombre de mesures pour "donner à la France l'esprit des services".

Gilles C. PéliSSon
Président

L'essentiel :

La dynamique de la croissance en 2011 n'a pas rejailli sur l'emploi

l'emploi marquerait une pause au 1^{er} trimestre 2012

Malgré une prévision de croissance positive pour 2012, le climat d'incertitude perdure en raison de messages multiples et contradictoires.

¹ <http://www.gps.asso.fr/>

L'indicateur avancé de l'emploi dans les services

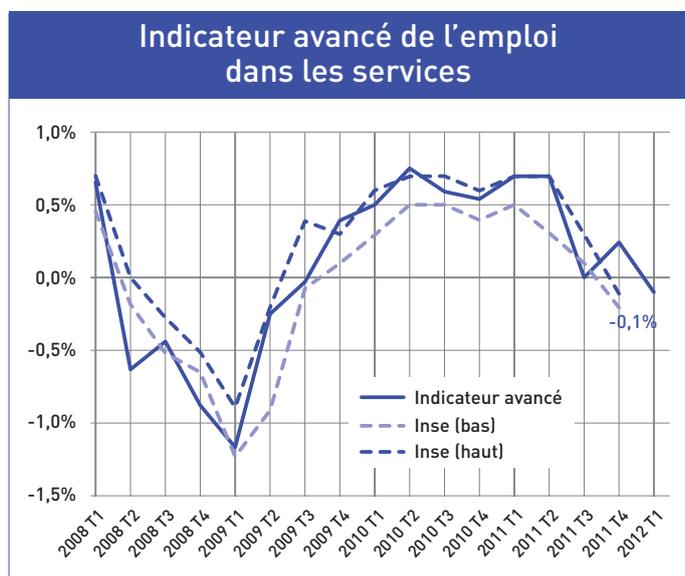
Dans un climat d'incertitude économique, les effectifs salariés des services pourraient connaître une stabilisation (-0,1 %) au 1^{er} trimestre 2012.

Au cours du 1^{er} trimestre 2012, les services devraient connaître une stabilisation de l'emploi salarié (-0,1%). La tendance qui semble ainsi s'amorcer pourrait se poursuivre au moins jusqu'à la fin du 2^{ème} trimestre 2012, en lien avec les échéances présidentielles et l'absence de visibilité économique¹.

Cette pause dans la création continue d'emplois caractéristique du secteur des services peut s'expliquer par un réflexe de prudence dans un contexte difficile à déchiffrer et non comme un ajustement à une conjoncture économique. En effet, les indicateurs de valeur ajoutée et de chiffre d'affaires sont en croissance au 4^{ème} trimestre 2011 (voir plus loin). Signes de l'attentisme et de la prudence des chefs d'entreprises, l'intérim se contracte au 4^{ème} trimestre (-1,8% par rapport au T3 après -0,8% pour T3/T2 selon la Dares) et l'opinion qu'ils ont sur les perspectives d'emploi passe de 7,3 à 6 de moyenne au 4^{ème} trimestre 2011 (enquête de conjoncture des services de l'Insee).

L'Insee impute la baisse de l'emploi au 4^{ème} trimestre 2011 aux seuls services aux entreprises qui cèdent 0,6%, soit l'équivalent de 19 200 emplois. Les autres secteurs des services progressent de + 0,2% sur la même période. La part des effectifs des services aux entreprises (37,6%) dans le total des emplois de services a mécaniquement fait basculer en léger négatif le bilan des services au 4^{ème} trimestre.

“ Cette stagnation de l'emploi peut être analysée par un réflexe de prudence et non comme un ajustement à la conjoncture économique ”



Source : Insee.

Note Méthodologique :

L'emploi constitue la variable économique clé (avec la valeur ajoutée) pour un tableau de bord sectoriel. En effet, l'évolution de l'emploi renseigne sur la tendance de fond de l'activité dans la mesure où l'accroissement des effectifs constitue une anticipation positive de la conjoncture pour un employeur. Cependant, les chiffres de l'emploi sont publiés avec un décalage qui peut être gênant pour l'analyse conjoncturelle et pénalise la réactivité du décideur.

Pour un trimestre T, l'Insee ne publie les chiffres de l'emploi que lors du trimestre suivant : une première estimation "flash" peu détaillée vers le milieu de T+1, suivie en général, deux semaines après par des chiffres sectoriels provisoires, qui feront l'objet de plusieurs révisions. Pour les indicateurs économiques majeurs tels que l'emploi, l'Insee publie en effet plusieurs estimations étalées dans le temps. C'est pourquoi l'indicateur avancé de l'emploi du GPS est présenté dans une "bande de prédiction" bornée par les deux estimations extrêmes fournies par l'Insee pour une période donnée.

L'indicateur avancé de l'emploi dans les services du GPS permet d'anticiper la publication "flash" de l'Insee. Dès la fin du trimestre T, le GPS dispose d'une estimation de l'emploi pour le trimestre qui vient de s'écouler, ainsi que pour le trimestre à venir. Soit une avance de respectivement 45 et 15 jours sur les chiffres publiés par l'INSEE. Le champ couvert est celui du tertiaire marchand hors commerce, ce qui correspond au champ du GPS, dans les limites des nomenclatures disponibles.

1 L'Insee prévoit une croissance nulle au 1^{er} trimestre 2012 et +0,2% au 2^{ème} trimestre



Le chiffre d'affaires des services

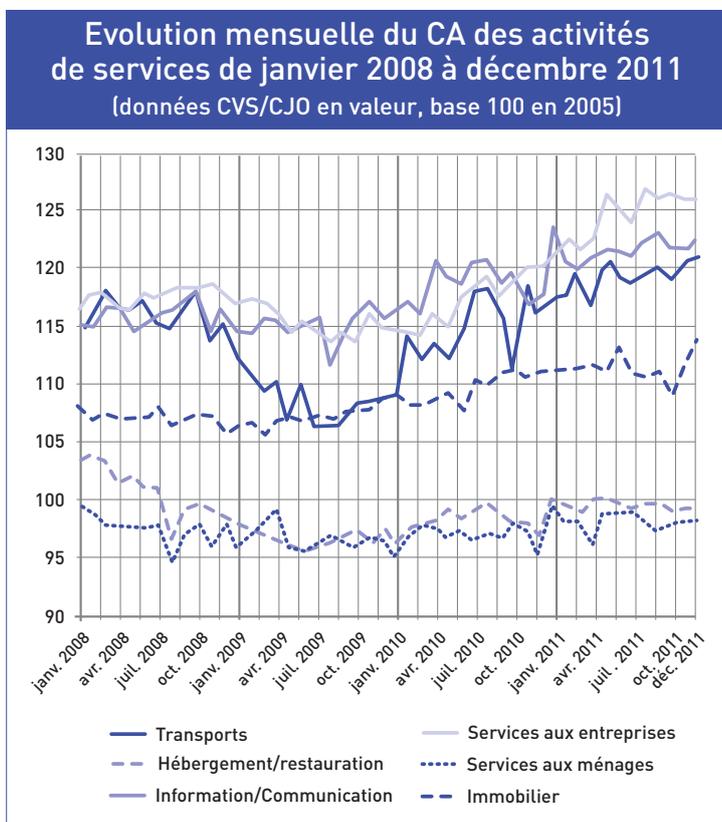
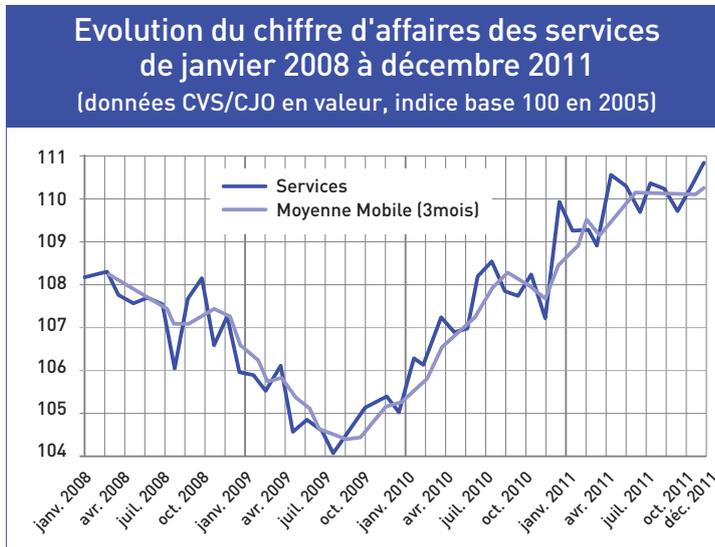
L'activité croît de +3,4% en moyenne en 2011 avec des disparités marquées entre les secteurs les plus dynamiques (services aux entreprises + 5%) et les moins dynamiques (immobilier +2,5%).

Le chiffre d'affaires des services¹ progresse de +3,4% au cours de l'année 2011. Ce chiffre conforte la reprise entamée depuis le point bas de la crise en août 2009.

Tout au long de l'année 2011, l'indicateur de chiffre d'affaires des services dépasse le point haut du premier trimestre 2008. L'indice mensuel d'activité est en moyenne de 110 en 2011 par rapport à la valeur moyenne de 107,2 en 2010.

La moyenne mobile trimestrielle atteint un palier en juillet 2011, avant de se redresser en novembre. Pour autant, les premières enquêtes d'opinion publiées début 2012 laissent entrevoir un tassement de l'activité après le sursaut enregistré au cours des deux derniers mois de l'année 2011 : serait-ce un effet de la campagne présidentielle ?

“ Avec une progression de +5% de leur chiffre d'affaires en 2011, les services aux entreprises se distinguent aussi des autres secteurs par leur niveau d'activité élevé ”



Le niveau comme l'orientation de l'activité des secteurs le B to C diffèrent de ceux B to B.

- Les services aux entreprises signent la meilleure progression de chiffre d'affaires de l'année avec +5%. Leur indice d'activité dépasse la valeur de 120 (indiquant une croissance de 20% du chiffre d'affaires depuis 2005) tout au long de l'année pour atteindre 125,9 en décembre 2011.
- Les activités de transport (+4,3%) et d'information/communication (+4%) suivent. Cette dernière activité est la seule, avec les services aux entreprises, à afficher un indice moyen d'activité supérieur à 120 en 2011. L'indice de chiffre d'affaires de l'immobilier se stabilise à un niveau supérieur à celui atteint au cours de l'année 2010. Cependant, la croissance annuelle du secteur est légèrement en retrait des autres activités de services avec +2,5% en 2011 malgré une accélération en fin d'année.
- L'hébergement-restauration et les services aux ménages sont les activités de services les plus touchées par la crise économique. Bien que l'année 2011 soit leur meilleure année depuis 2008, avec une progression annuelle de leurs chiffres d'affaires de +2,6% et +2,9% respectivement, le niveau atteint en décembre demeure inférieur à celui de pré-crise et à celui de l'année de référence (2005).

¹ Cet indice est présenté hors services financiers

La valeur ajoutée des services

En 2011, le taux de croissance de la valeur ajoutée a retrouvé un rythme supérieur à celui de 2008.

Les chiffres du 4^{ème} trimestre viennent confirmer que l'année 2011 a été marquée par une accélération de la croissance des activités de services. En glissement annuel¹, tous les trimestres de l'année affichent un taux de croissance supérieur à 2%. Elle s'est finalement établie à +2,3% en 2011 ; il faut remonter à 2007 pour trouver une meilleure performance avec un taux de +2,85%.

La croissance ininterrompue des années 2010 et 2011 permet aux services de retrouver leur niveau de valeur ajoutée "de référence" du 1^{er} trimestre 2008 (185 milliards d'€) dès le 4^{ème} trimestre 2010 ; ce niveau a été dépassé pendant toute l'année 2011 pour atteindre, en moyenne, 189 milliards d'€ en rythme trimestriel (soit un total de 754,5 milliards d'€ en 2011).

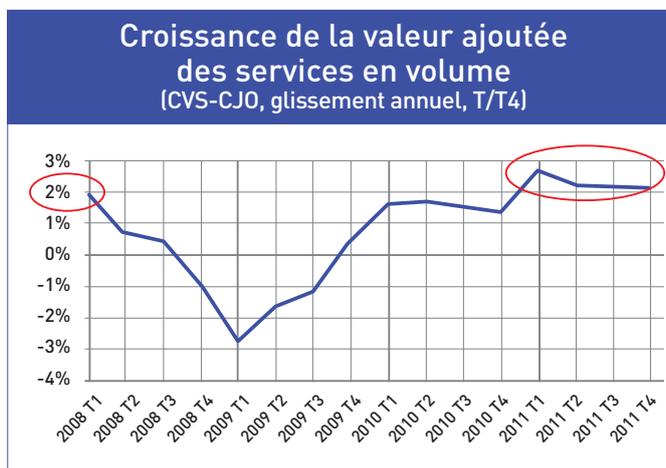
“ Tous les trimestres de l'année, la valeur ajoutée affiche un taux de croissance supérieur à 2% ”

De plus, au cours de l'année écoulée, les services ont enregistré un taux de progression de leur valeur ajoutée supérieur à celui de l'économie marchande (+2,0%) : ils ont joué leur rôle d'accélérateurs de la croissance après avoir été les amortisseurs de la crise en 2009 (-1,3% Vs -3,4% pour l'ensemble de l'économie marchande).

“ Le taux de croissance des activités de service a dépassé celui de l'ensemble de l'économie pour s'établir à +2,3% en 2011 ”

La part de la valeur ajoutée produite par les services dans le secteur marchand a dépassé la barre symbolique des 60% en 2009 pour s'établir désormais à 60,7% en 2011. Le transport est l'activité qui a connu la plus forte progression de sa valeur ajoutée en 2011 (+4,4%), après avoir déjà fait preuve de dynamisme en 2010 avec un taux de croissance de +5,3%.

A l'opposé, les services aux ménages, qui s'inscrivent dans un modèle de consommation différent, affichent un taux de croissance de +0,9% en 2011 après le recul enregistré en 2010 (-0,1%). L'hébergement-restauration retrouve un taux de croissance en ligne avec celui de l'économie après 3 années difficiles (cf l'indicateur sur les échanges extérieurs de services).



Source: Insee, Comptes nationaux trimestriels

Valeur ajoutée dans les services par secteur (données CVS/CJO volumes aux prix de l'année précédente chaînés, base 2005)							
	Croissance annuelle de la valeur ajoutée (VA)				Volume Annuel de VA (en mds €)	Part des services dans la VA du Secteur Marchand	
	2008	2009	2010	2011		2008	2011
Services	+ 0,5%	- 1,3%	+ 1,5%	+ 2,3%	754,5	59,3%	60,7%
Transport	- 0,5%	- 2,8%	+ 5,3%	+ 4,4%	83,7	6,3%	6,7%
Hébergement-restauration	+ 0,0%	- 2,7%	- 0,7%	+ 1,9%	39,8	3,3%	3,2%
Information-communication	+ 2,9%	- 2,3%	+ 1,8%	+ 2,7%	94,3	7,4%	7,6%
Services financiers	- 3,0%	+ 5,3%	- 2,3%	+ 2,9%	72,8	5,5%	5,9%
Services immobiliers	- 0,1%	+ 0,6%	+ 1,7%	+ 1,3%	211,2	16,4%	17,0%
Services aux entreprises	+ 1,3%	- 5,2%	+ 2,2%	+ 2,5%	195,7	15,9%	15,8%
Services aux ménages	+ 2,7%	+ 2,3%	- 0,1%	+ 0,9%	57,0	4,4%	4,6%
Secteur Marchand	- 0,3%	- 3,4%	+ 1,6%	+ 2,0%	1 242,6	76,8% ⁽¹⁾	76,4% ⁽¹⁾

(1) Il s'agit de la part du secteur marchand dans l'ensemble de l'économie. Source: Insee, Comptes nationaux trimestriels

1 Le glissement annuel est une variation du volume entre deux trimestres identiques à une année d'écart.



Enquêtes sur les perspectives d'activité dans les services

Les entreprises de services restent prudentes en ce début d'année 2012 dans une conjoncture difficile à déchiffrer.

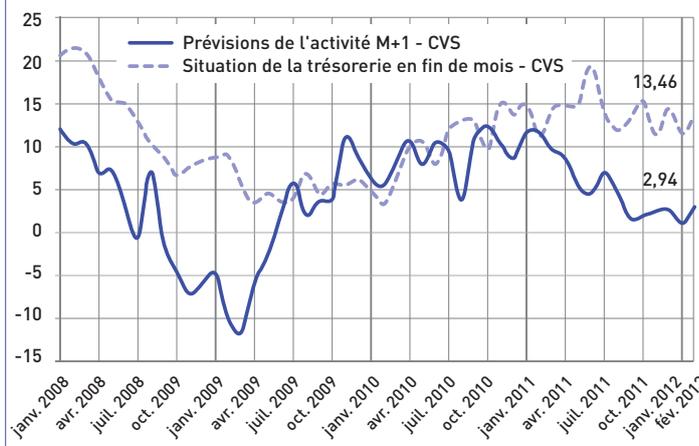
1. Les chefs d'entreprises prévoient une activité en hausse au 1^{er} trimestre 2012

Interrogées (en février) sur les perspectives d'activité, les entreprises de services anticipent une hausse de la demande en mars 2012. L'indice affiche d'ailleurs son meilleur niveau depuis août 2011. Les anticipations mensuelles des chefs d'entreprises ont été prudentes tout au long de l'année 2011. On peut y lire une certaine difficulté qu'ont les chefs d'entreprises à évaluer le potentiel conjoncturel de croissance.

2. Les chefs d'entreprises voient une amélioration de leur trésorerie en février 2012

Le rythme d'accumulation de la trésorerie reste soutenu depuis la seconde moitié de l'année 2011. C'est un indicateur "rassurant" dans un contexte de fébrilité bancaire et de croissance quasi nulle¹. La bonne tenue du PIB français au 4^{ème} trimestre 2011 ainsi que les niveaux de trésorerie des entreprises laissent entrevoir une résilience du secteur en cas de baisse inopinée de la demande en 2012.

Prévisions de l'activité et de la situation de trésorerie : évolution des soldes d'opinion des entreprises de services de janvier 2008 à février 2012



Source : Banque de France, Enquête "Conjoncture Industrie & Services", février 2012.

“ Les chefs d'entreprises ont du mal à évaluer le potentiel conjoncturel de croissance ”

Indicateur du climat des affaires dans les services Evolution de janvier 2008 à février 2012 [solde d'opinion en CVS]



Source : Banque de France, Enquête "Conjoncture Industrie & Services", février 2012.

3. L'indicateur de climat des affaires est stable en ce début d'année 2012.

Depuis le mois de mai 2011, l'indicateur est descendu lentement sous sa moyenne de long terme (100). Il illustre la difficulté qu'ont les entreprises de services à se projeter. En février 2012, l'indicateur dans les services est resté stable pour le second mois consécutif.

[L'indicateur de climat des affaires dans les services agrège l'ensemble des réponses de l'enquête dans les services (activité, stock, effectifs, commandes, ...) pour en extraire le facteur commun]

¹ La Banque Centrale Européenne revoit à la baisse ses prévisions macroéconomiques : -0,1% de croissance du PIB en 2012 pour l'ensemble de la zone euro et 2,4% d'inflation (source : Point presse de Mr Draghi le 08/03/2012).

L'Insee et le Gouvernement s'attendent à une croissance, en France, de +0,1% au 1^{er} trimestre 2012 et +0,7% pour l'année.

Les échanges extérieurs de services

L'année 2011 est une année de rattrapage marquée par la volatilité des flux mensuels au cours du second semestre.

L'année 2011 se classe comme la 6^{ème} meilleure année depuis 2000, avec un solde positif cumulé de 13,5 milliards d'euros.

Les échanges de services ont connu deux années difficiles au cours desquelles le solde français des échanges extérieurs s'est replié jusqu'à 9 milliards en 2010, la plus mauvaise année depuis l'année 2000. L'année 2011 représente un changement de tendance avec un retour à des volumes rassurants pour la compétitivité des services français.

Au mouvement de rattrapage du début d'année, a succédé une seconde partie d'année où la moyenne mensuelle du solde des échanges de services s'est stabilisée à 1,1 milliards d'€. Les perturbations économiques de l'été, ont finalement délivré leur impact négatif au cours des mois d'octobre et de novembre avec un tassement du solde. Ce dernier a néanmoins rebondi à 1,46 milliards d'€ en décembre.

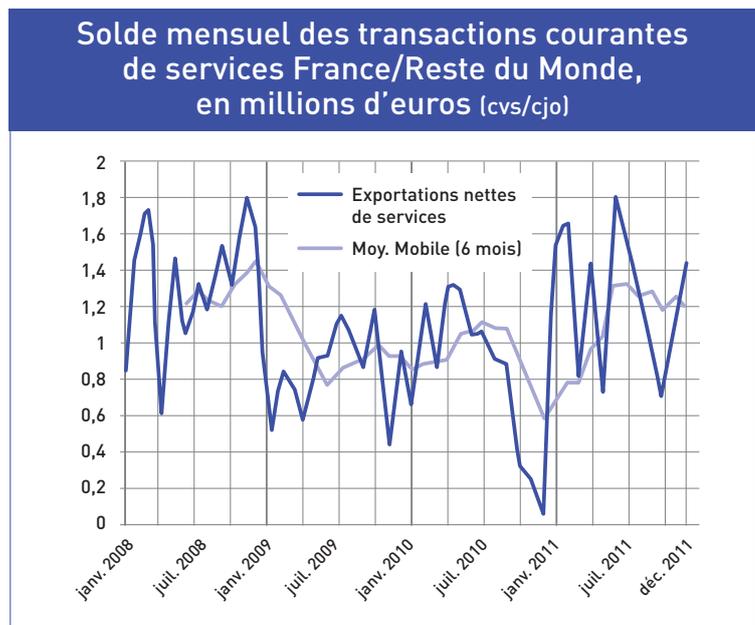
Ce retour à une "normalisation" des volumes de services échangés comprend des performances variables selon les activités.

Le poste "voyages", avec un solde brut (non corrigé des variations saisonnières) de +7,1 milliards d'€, est le premier contributeur au solde excédentaire mais n'atteint cependant pas le résultat de 2008 (10,5 milliards d'€).

Avec 1 milliard d'€ d'excédent, le poste "services financiers" est le second contributeur au solde positif des services. C'est une double performance dans la mesure où cette activité est traditionnellement déficitaire dans nos échanges avec le reste du monde (en 2008, le solde était nul). A l'opposé, les soldes bruts des postes "services d'information" (incluant l'informatique) et "transports" restent déficitaires à plus du double du niveau de pré-crise de 2008, soit respectivement -587 millions et -1,8 milliard d'€ en 2011.

De même, le poste "services aux entreprises" affiche un recul de 1,1 milliards d'€ par rapport à 2008, avec un solde brut de près de -5,2 milliards pour 2011.

“ L'année 2011 représente un changement de tendance avec un retour à des volumes rassurants pour la compétitivité des services français ”



Source : Banque de France.

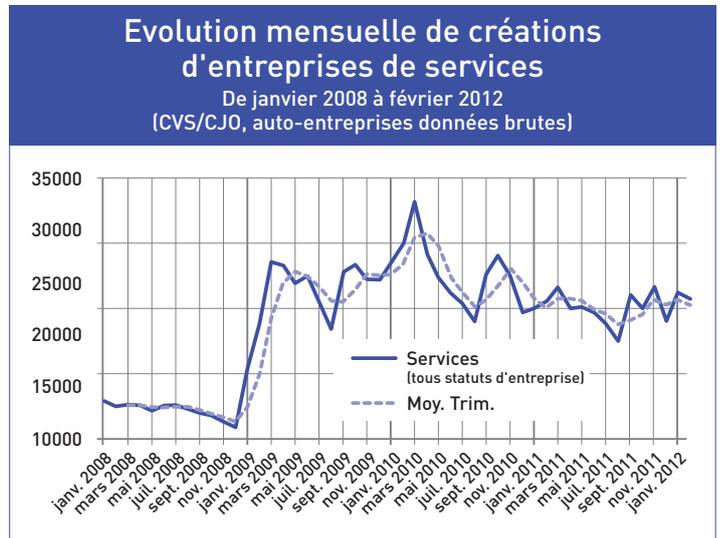


Les créations d'entreprises de services

Les créations d'entreprises de services se stabilisent en ce début d'année 2012

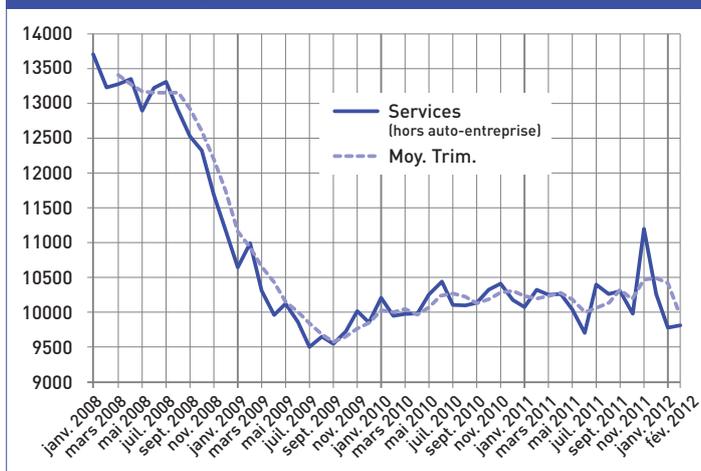
Le secteur des services a accueilli 23 445 nouvelles entreprises et "auto-entreprises" au cours du mois de février 2012, soit 49,3% des entreprises créées en France. Ce chiffre est en repli par rapport au mois précédent (24 096 créations) et se situe sous la moyenne de référence¹ de 24 177 créations.

Toutefois, le nombre des créations des deux premiers mois de l'année 2012 est supérieur à la moyenne mensuelle de 2011 (22 738 créations), en ligne avec le redressement observé depuis l'automne 2011. Le premier semestre 2011 a connu une chute des créations mensuelles avec un plus bas en août avec 19 398 créations dans les services, le plus faible nombre de créations depuis la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur (1^{er} janvier 09).



Source : Insee.

Evolution mensuelle de créations d'entreprises de services hors auto-entreprises De janvier 2008 à février 2012 (CVS/CJO)



Source : Insee.

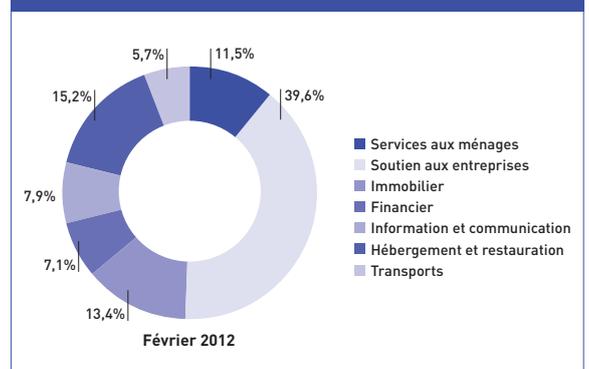
En rapportant la répartition des entreprises de services créées en février 2012 à des périodes antérieures, quelques tendances se dessinent. Ainsi, le repli continu des services aux ménages (11,5% des créations d'entreprises en février 2012 mais 15,4% sur la période) qui, parallèlement totalisent près du 1/3 des créations d'auto-entreprises de services depuis 2009. Ce glissement des créations classiques vers l'auto-entreprise a également lieu dans l'information/communication (11,7% des auto-entreprises).

En contrepartie, les activités d'hébergement-restauration, immobilières et soutien aux entreprises voient leur poids s'alourdir dans les créations d'entreprises de services.

En février 2012, les créations d'entreprises de services, hors auto-entreprises, sont sous la barre du niveau de référence des 10 000 créations mensuelles, pour le deuxième mois consécutif (9 775 en janvier, 9 808 en février 2012). Ce "plancher" n'a été traversé que 12 fois au cours des 38 mois écoulés.

Ces résultats tranchent avec une année 2011 inscrite dans une dynamique positive, comme le montre l'évolution de la moyenne trimestrielle de juin à décembre. Le plus haut atteint en novembre 2011 (11 207 nouvelles entreprises) est le meilleur chiffre de créations depuis novembre 2008 (11 666).

Répartition des créations d'entreprises, hors auto-entreprises, par activités de services Février 2012 (CVS/CJO)



Source : Insee.

¹ Cette moyenne est établie depuis janvier 2009, date de la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur.

Ouvrage édité par le Groupement
des Professions de services.

Directeur de la publication :
Bérangère de Beaucoudrey

Comité de rédaction :

Jean-Paul Betbèze, Dominique
Calmels, Grégori Colin, Bérangère
de Beaucoudrey, Rémi Malétras.

Edition déléguée : Louisiane - RCS
Paris 518334818 - Tél. 01 56 08 36 60
N° d'édition 005/2012

ISBN : 978-2-918995-14-2

Dépôt légal avril 2012

Contact presse : Isabelle Mas
Vae Solis - Tél. 01 53 92 80 10
isabelle.mas@vae-solis.com

© GPS 2012 tous droits réservés

Groupement des Professions de Services

Le Groupement des Professions de Services (GPS) a pour ambition d'être l'interprofession des services qui réunit, représente et défend les métiers des services. Il regroupe 26 fédérations de services membres du Medef et près de 24 grandes entreprises.

Les services sont aujourd'hui un moteur pour la croissance et l'emploi ; ils ont souhaité mieux s'organiser afin de prendre, dans la société civile, une place à la mesure de celle qu'ils occupent dans l'économie. Ils revendiquent une plus grande visibilité et une plus grande influence au sein de l'organisation patronale nationale, le Medef, ainsi qu'auprès des pouvoirs publics, des parlementaires et des instances européennes et de toutes les organisations professionnelles partenaires des métiers de services au plan national et européen.

Ses thèmes d'action concernent en priorité la contribution du secteur des services à la croissance et à l'emploi, la formation, la valorisation des métiers de services, l'innovation et la prise en compte des spécificités du secteur des services dans les politiques publiques.

Le GPS rassemble six secteurs d'activités :

- Services financiers : assurance, banque
- Information et communication : poste, télécommunications, communication, programmation, traitement de données
- Services spécialisés, scientifiques et techniques : conseil, formation, recrutement, services informatiques, ingénierie
- Services administratifs et de soutien : transport, logistique, location de véhicules, travail temporaire et métiers de l'emploi, propreté, sécurité, foires et salons, relation client (centres d'appels, métiers de l'accueil)
- Services aux particuliers et aux personnes : hôtellerie, restauration traditionnelle et thématique, restauration rapide, tourisme, services aux personnes (au domicile ou sur lieu de travail), promotion et gestion immobilières, formation professionnelle, santé, loisirs
- Services aux collectivités : services à l'énergie, distribution et assainissement de l'eau, collecte de déchets, parkings, transports en commun, restauration collective, autoroutes

Ce "baromètre trimestriel des services" présente la situation du secteur des services marchands (hors commerce). Il s'agit à peu près de l'ensemble des activités de services regroupées au sein du Groupement des Professions de Services (GPS). Outre les services aux entreprises, les services aux particuliers et les activités immobilières, celui-ci compte également les activités financières et de transport. Ainsi, notre agrégat "services" correspond à ce que les nomenclatures standard nomment "tertiaire marchand" hors commerce. Avec 8,6 millions de personnes, ce champ représente 34,3% de l'emploi intérieur total en 2010 et a généré 47% de la valeur ajoutée totale (807 milliards d'euros).

